

Niamey et les rebelles touaregs poursuivent leur dialogue

Niger

Posté par: Touareg

Publiée le : 16/5/2009 0:55:43

Le gouvernement nigérien et la rébellion touarègue vont poursuivre leur dialogue à travers un comité technique national chargé d'approfondir les modalités d'un retour à la paix civile dans le nord du pays, la région d'Agadez riche en uranium, a annoncé jeudi soir le ministre de l'Intérieur.

"Nos frères qui ont pris les armes vont bientôt aller sur le terrain (à Agadez) pour travailler techniquement sur la remise des armes, le déminage de la zone et éventuellement, voir certains problèmes purement techniques sur lesquels on peut objectivement accélérer le processus de paix", a déclaré Albadé Abouba, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique.

Aldabé Abouba a participé à un entretien entre le Premier ministre Seini Oumarou et des représentants de deux des trois mouvements insurrectionnels, le Mouvement des Nigériens pour la justice (MNJ) d'Agali Alambo, et le Front patriotique nigérien (FPN) de Sidi Sidi Aklou.

Le dialogue a repris lundi dernier entre les parties mais en l'absence du Front des forces de redressement (FFR) de Rhissa Ag Boula, chef historique de la révolte touarègue des années 1990.

Le FFR était pourtant présent à une réunion entre le président Mamadou Tandja et l'ensemble des mouvements, le 3 mai dernier à Agadez.

Les représentants des insurgés avaient posé des préalables à leur ralliement : amnistie pour tous les combattants, libération des personnes détenues en relation avec le conflit, et levée de l'état d'urgence en vigueur dans la région d'Agadez.

Mardi, le MNJ a exclu de déposer les armes avant la tenue de négociations sur ses revendications politiques, exigeant également une trêve dans les combats, et un calendrier clair et précis des pourparlers.

Le MNJ a en outre qualifié d'"inacceptable" le scénario proposé par le gouvernement qui se résume, selon lui, à cantonner ses combattants, à les désarmer, puis à les "gratifier" d'une amnistie générale.

Issoufou Ag Moha, secrétaire aux relations extérieures du FPN, a assuré qu'au stade actuel, les parties essaient de déblayer le terrain avant de soumettre les pistes de solutions à l'examen du comité national de paix.

"Par exemple comment les gens peuvent rentrer chez eux sans être inquiétés, comment les armes peuvent être restituées, comment on peut absorber tous ces gens qui sont sur le terrain et qu'on ne va pas lâcher comme cela dans la nature", a-t-il indiqué après l'entretien avec le Premier ministre.

La dernière insurrection touarègue a été lancée en février 2007 par le MNJ en protestation, selon lui, contre la marginalisation des Touaregs et le peu de bénéfices tirés de l'uranium que le groupe

nucléaire français Areva (CEPFI.PA : Cotation) exploite depuis une quarantaine d'années.

Dans ce conflit, plus de 300 rebelles et environ 80 soldats ont trouvé la mort.

(Abdoulaye Massalatchi, édité par Jean-Stéphane Brosse)

par Jean-Stéphane Brosse Reuters